CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE

Hamrouche pose ses conditions

L'ancien chef de gouvernement, Mouloud Hamrouche, a rendu publique, hier, une déclaration dans laquelle il appelle «l'Etat» à prendre ses responsabilités à l'approche de l'élection présidentielle. Une échéance pour laquelle Hamrouche devrait se porter candidat.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Mouloud Hamrouche entre dans l'arène. L'ancien chef de gouvernement du Président Chadli Bendjedid met un terme à plusieurs années de silence.

Dans une déclaration rendue publique hier, Mouloud Hamrouche dresse un constat de la situation politique et sociale actuelle. «Notre pays vit des moments sensibles qui vont conditionner son avenir immédiat et profiler irrémédiablement son devenir, au-delà de la présidentielle, indépendamment du fait que le Président soit candidat ou pas, par l'arrivée de nouvelles générations aux postes de responsabilité». Réaliste, il affirme que la reconduction de Abdelaziz Bouteflika ne pourra pas arrêter le processus de renouvellement de l'élite politique. Mais les effets de quinze années de gestion se font aujourd'hui ressentir puisque «l'Etat» a failli dans sa mission de préservation de «la cohésion et la sérénité» causant ainsi un déséquilibre et des disparités au sein de la société. «Pour que notre pays vive ces échéances dans la cohésion, la sérénité et la discipline légale et sociale, il est primordial que les différents intérêts de groupes, de régions et de minorités soient préservés et garantis. De même qu'il est impératif que l'Etat préserve tous les droits et garantisse l'exercice de toutes les libertés. Ceci est essentiel pour assurer la sécurité, renforcer les avancées, corriger les distorsions, et éliminer les failles».

Fils et frère de chahid, moudjahid et colonel de l'Armée nationale populaire, Hamrouche estime que l'Institution militaire a réussi à se préserver en transcendant «tout clivage culturel, tribal, régional en préservant l'identité et le projet national». Il rappelle, en outre, que l'ensemble des crises auxquelles a été confrontée l'Algérie ont été gérées par des militaires. «A chaque étape et à chaque crise, ces hommes ont su préserver l'unité des rangs, la discipline et transcender tout clivage culturel, tribal, régional en préservant l'identité et le projet national». Hamrouche plaide pour que l'ANP joue un rôle dans le contexte actuel, mais dans le cadre dicté par la loi. «Faut-il convoquer aujourd'hui, la promesse d'édifier un Etat moderne qui survit aux hommes, aux gouvernements et aux crises ? Faut-il rappeler encore l'engagement pris de poursuivre le processus démocratique ? Faut-il invoquer la promesse de continuer la réforme ? Nos constituants sociaux ne peuvent s'accommoder de pouvoir souverain sans contre-pouvoir. Il ne peut y avoir d'exercice d'un pouvoir d'autorité ou de mission sans habilitation par la loi et sans un contrôle. Il y va de l'intérêt et de la sécurité de l'Algérie, de tous les Algériens et de toutes les régions du pays. C'est à ces conditions, que notre Armée nationale populaire assurera sa mission plus aisément et efficacement et nos institutions constitutionnelles assumeront clairement leurs rôles et fonctions». Même s'il ne fait pas part ouvertement de son intention de se présenter à l'élection présidentielle, Mouloud Hamrouche revient, à travers cette déclaration, sur la scène politique. Certaines personnalités de son entourage n'hésitent pas à annoncer sa candidature. «Mouloud Hamrouche a toujours été un fin observateur du monde politique et de la société. Ces derniers mois, il a reçu de nombreuses personnalités, des représentants de partis politiques, de la société civile et un grand nombre de citoyens. S'il a décidé de réagir aujourd'hui, c'est que la tension au sein de la société est devenue très importante. D'ailleurs, dans son message, il explique qu'il faut éviter les opportunités et avoir de nouvelles victimes. Donc, je pense qu'il est sur le point de présenter officiellement sa candidature», assure Ali Draâ, un de ses proches collaborateurs. Selon lui, s'il est élu, Mouloud Hamrouche se consacrera «dès le 18 avril» à conduire l'Algérie «dans la voie du progrès, de l'équité et de la solidarité entre toutes ses composantes sociales». Candidat ou pas, la déclaration de Hamrouche tire enfin le débat politique vers le haut.

T. H.

Photos : Samir Sid.

Mouloud Hamrouche.

Le texte de la déclaration

Notre pays vit des moments sensibles qui vont conditionner son avenir immédiat et profiler irrémédiablement son devenir, au-delà de la présidentielle, indépendamment du fait que le Président soit candidat ou pas, par l'arrivée de nouvelles générations aux postes de responsabilité.

Pour que notre pays vive ces échéances dans la cohésion, la sérénité et la discipline légale et sociale, il est primordial que les différents intérêts de groupes, de régions et de minorités soient préservés et garantis.

De même qu'il est impératif que l'Etat préserve tous les droits et garantisse l'exercice de toutes les libertés. Ceci est essentiel pour assurer la sécurité, renforcer les avancées, corriger les distorsions, et éliminer les failles.

Faut-il rappeler ici et maintenant que la renaissance de notre identité algérienne et notre projet national ont été cristallisés, abrités et défendus, successivement, par l'Armée de libération nationale, puis, l'Armée nationale populaire ?

Cela n'a été possible que grâce aux hommes qui ont su trouver des compromis et élaborer des consensus. A chaque étape et à chaque crise, ces hommes ont su préserver l'unité des rangs, la discipline et transcender tout clivage culturel, tribal, régional en préservant l'identité et le projet national.

Faut-il convoquer aujourd'hui, la promesse d'édifier un Etat moderne qui survit aux hommes, aux gouvernements et aux crises ? Faut-il rappeler encore l'engagement pris de poursuivre le processus démocratique ? Faut-il invoquer la promesse de continuer la réforme ?

Nos constituants sociaux ne peuvent s'accommoder de pouvoir souverain sans contre-pouvoir. Il ne peut y avoir d'exercice d'un pouvoir d'autorité ou de mission sans habilitation par la loi et sans un contrôle. Il y va de l'intérêt et de la sécurité de l'Algérie, de tous les Algériens et de toutes les régions du pays.

C'est à ces conditions, que notre Armée nationale populaire assurera sa mission plus aisément et efficacement et nos institutions constitutionnelles assumeront clairement leurs rôles et fonctions.

C'est à ces conditions aussi que notre peuple persévèrera dans la voie du progrès, de l'équité et de la solidarité entre toutes ses composantes sociales, et appréhendera les enjeux, tous les enjeux et relèvera les défis, tous les défis d'aujourd'hui.

C'est à ces conditions que notre Etat demeurera crédible, sérieux et fiable pour ses partenaires et ses voisins.

Chaque crise a ses victimes et ses opportunités.

Evitons de gâcher ces nouvelles opportunités ou d'avoir de nouvelles victimes.

Alger le 17/02/2014.

DANS UN MESSAGE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE DU CHAHID

Benflis réitère son appel pour une transition générationnelle

La Journée nationale du chahid, que l'on célèbre aujourd'hui, est une occasion pour l'ancien chef de gouvernement et candidat à la présidentielle prochaine, Ali Benflis, pour rappeler tout le sens et l'esprit du sacrifice du peuple algérien, réitérant son appel pour une transition générationnelle.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Et l'ancien secrétaire général du FLN de conférer à cette commémoration un relief particulier dans la perspective du scrutin présidentiel de 2014, lui pour qui «le message des valeureux enfants de l'Algérie qui ont consenti le sacrifice suprême pour le triomphe des idéaux de liberté et de justice nous interpelle plus que jamais». Car, ajoute-t-il, le don de soi dont nos vaillants chouhada ont fait preuve au prix de leurs vies, en fait un combat pour une société dans laquelle seront bannies toutes les formes d'exclusion et de marginalisation, nous devons l'assumer en commençant par donner un sens à ce combat».

Pour Benflis, être fidèle au message des chouhada dans l'Algérie d'aujourd'hui, c'est œuvrer pour l'avènement d'une société des libertés qui consacre les droits individuels et collectifs, ceux-là mêmes que le colonialisme avait allégrement bafoués, c'est instaurer les règles de la bonne gouvernance, les règles de la moralisation de la vie publique ; celles que le peuple algérien appelle de tous ses vœux, meurtris par les pratiques dévastatrices de la mauvaise gestion, du népotisme, du régionalisme et de la corruption».

Ali Benflis.

Et de déceler en le message de Novembre un hymne à la jeunesse qui a écrit une des plus belles épopées de la lutte pour l'émancipation des peuples. Une jeunesse, ajoute-t-il, victime d'une exclusion injustifiable, elle qui se sent «habitée par un profond sentiment de ne pas être acteur de son propre avenir».

D'où son plaidoyer pour une «transition générationnelle» à même de permettre à cette jeunesse de «prendre une part active dans le processus de gouvernance de notre pays».

Une mission, poursuit-il, que les jeunes pourront assumer d'autant plus qu'ils seront imprégnés de l'esprit éternel de Novembre».

M. K.